

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-32 du 3 octobre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. D. Trump impose des droits additionnels sur le bois et certains produits dérivés
2. Le département du Commerce élargit les contrôles à l'exportation aux filiales des entreprises déjà ciblées

Climat – énergie – environnement

3. Le Département de l'Intérieur, l'Agence de Protection de l'Environnement et le Département de l'Énergie promeuvent le « Beautiful Clean Coal »

Transport et infrastructure

4. Le secrétaire américain aux Transports annonce une règle d'urgence sur les permis de conduire commerciaux (CDL) pour les personnes « non domiciliées »

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Trump souhaite négocier la reprise des importations de soja américain par la Chine lors de sa future rencontre avec le Président Xi.

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

6. D. Trump signe un décret annonçant la conclusion d'un accord pour la cession de TikTok U.S. par ByteDance
7. La Californie adopte une loi imposant des obligations de transparence aux développeurs de modèles d'IA les plus puissants

Santé

8. Pfizer conclut un premier accord de « prix MFN » avec la Maison Blanche

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. D. Trump impose des droits additionnels sur le bois et certains produits dérivés

Le 29 septembre, D. Trump a [annoncé](#) l'imposition de droits additionnels, à compter du 14 octobre prochain et pour des motifs de sécurité nationale (Section 232 du Trade Act de 1962), sur différents produits du bois et ses produits dérivés. Les droits seront progressivement croissants, entre 10% (bois de sciage) et 50% (armoires de cuisine et de salle de bain, en 2026). L'Union européenne et le Japon bénéficient, dans le cadre des accords récemment conclus, d'un droit plafonné à 15%.

2. Le département du Commerce élargit les contrôles à l'exportation aux filiales des entreprises déjà ciblées

Le 29 septembre, le département américain du Commerce a publié une [nouvelle règle](#) qui étend considérablement le champ des contrôles à l'exportation. Désormais, toute entité détenue à au moins 50%, directement ou indirectement, par une ou plusieurs entreprises figurant sur l'*Entity List* et la *Military End-User List*, deux listes du régime de contrôle des exportations, sera automatiquement soumise aux mêmes restrictions. Cette mesure est destinée à combler les failles compromettant « la sécurité nationale et les intérêts de politique étrangère des Etats-Unis », selon le [communiqué officiel](#) du *Bureau of Industry and Security* (BIS). Des milliers de filiales non-listées jusqu'ici pourraient être concernées. En plus du seuil, la nouvelle règle exige une vigilance renforcée face aux participations minoritaires significatives ou aux liens de direction avec des entités sanctionnées. Une [foire aux questions](#) a été publiée en complément de la nouvelle règle.

Brèves

- Le 1^{er} octobre, D. Trump a annoncé, sur le réseau social Truth, l'[imposition](#) d'un droit douane de 100 % « sur tous les films réalisés en dehors des États-Unis ». Aucun acte juridique permettant l'imposition de ce droit ou l'ouverture d'une enquête commerciale sur le secteur du cinéma n'a encore été publié.
- Le 1^{er} octobre, le département du Commerce a [sanctionné](#) vingt-deux individus et vingt-et-une entités au motif de leur participation à des réseaux facilitant l'acquisition de biens et technologies sensibles pour l'Iran et ses forces armées.

Climat – énergie – environnement

3. Le Département de l'Intérieur, l'Agence de Protection de l'Environnement et le Département de l'Énergie promeuvent le « Beautiful Clean Coal »

Dans le cadre de l'événement « *Advancing America's Beautiful Clean Coal* » visant à promouvoir le charbon, le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#), le 29 septembre, l'ouverture de 13,1 millions d'acres de terres fédérales (environ 5,3 millions d'hectares) à la location de baux charbonniers, triplant ainsi les objectifs fixés par le One Big Beautiful Bill Act. Le DoI a également annoncé plusieurs mesures, notamment une réduction du taux de redevance à 7 % ainsi que la simplification des procédures d'autorisation de projets dans le Montana, le Wyoming, le Tennessee, et d'autres États.

Par ailleurs, en collaboration avec l'US Geological Survey et les États, le DoI a annoncé le lancement d'un programme de cartographie des dépôts de déchets miniers, afin d'y extraire des ressources stratégiques telles que l'uranium, le zinc, le germanium, le tellure, ainsi que les terres rares.

Des mesures complémentaires ont été annoncées le même jour par [l'Environmental Protection Agency](#) (EPA) et le Département de l'Énergie (DoE) :

- L'EPA a publié un projet de règlement, soumis à une consultation publique de 30 jours, permettant aux centrales à charbon de bénéficier d'un délai de mise en conformité pour sept échéances définies par les *Effluent Limitation Guidelines* (ELGs), qui fixent les limites de rejets de polluants dans les eaux pour les installations industrielles.
- L'EPA a également lancé des démarches visant à réviser la mise en œuvre de la *Regional Haze Rule* du *Clean Air Act*, qui impose la réduction des impacts de la « brume d'origine anthropique » dans les zones de Classe I (parcs nationaux, zones protégées).
- Enfin, le DoE a [annoncé](#) un investissement de 625 M\$ dans l'industrie charbonnière américaine, dont la répartition est la suivante : 350 M\$ pour le redémarrage et la modernisation des centrales à charbon, 175 M\$ pour des projets énergétiques en zones rurales, 50 M\$ pour le développement de systèmes avancés de gestion des eaux usées, 25 M\$ pour l'ingénierie de systèmes à double combustion, et 25 M\$ pour le développement de technologies de co-combustion au gaz naturel.

Brèves

- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 26 septembre avoir lancé deux nouveaux programmes dans le cadre de son initiative *Mine of the Future*, visant à moderniser les pratiques minières et à renforcer la chaîne d'approvisionnement nationale en minéraux critiques. Le premier programme prévoit jusqu'à 80 M\$ pour créer des sites pilotes destinés à tester et déployer des technologies minières de pointe, tandis que le second alloue jusqu'à 15 M\$ aux laboratoires nationaux pour mener des projets de recherche et développement.
- A l'occasion de la journée nationale de la chasse et de la pêche le 27 septembre, la Maison Blanche a [publié](#) une déclaration du président D. Trump dans laquelle il indique rester fermement engagé à protéger les trésors naturels américain et à élargir l'accès à ces ressources pour tous les américains. Il rappelle les avancées de son premier mandat, notamment la création d'environ 525 000 hectares de zones sauvages, l'ajout de 2 647 km de sentiers, et l'extension des zones de chasse et pêche sur plus de 930 000 hectares. Le président D. Trump précise également qu'avec la nouvelle Commission « [Make America Beautiful Again](#) », son administration encourage les efforts de conservation, la gestion active des forêts et le maintien des normes élevées pour garantir que les Américains disposent de l'air et de l'eau potable les plus purs au monde.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 30 septembre un appel d'offres (*Request for Proposal – RFP*) visant à recevoir des propositions d'entreprises pour construire et alimenter des centres de données d'intelligence artificielle (IA) sur le site fédéral de la réserve d'Oak Ridge. Ce site fait partie des [quatre identifiés](#) par le DoE pour accueillir des infrastructures liées à l'IA et à la production d'énergie sur des terrains fédéraux, en réponse aux décrets présidentiels dont le « [Removing Barriers to American Leadership in Artificial Intelligence](#) » du 23 janvier 2025. La date limite de dépôt est fixée au 1^{er} décembre 2025.
- L'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) a [annoncé](#) le 30 septembre la publication d'un projet de réglementation visant à réformer le règlement sur les transitions technologiques de 2023, notamment en proposant de reporter les délais de mise en conformité concernant les restrictions d'utilisation des HFCs (hydrofluorocarbures, famille de gaz à fort effet de serre utilisés pour le refroidissement et la réfrigération) dans plusieurs secteurs

notamment la climatisation résidentielle, la réfrigération alimentaire dans le commerce de détail, les entrepôts frigorifiques et la fabrication de semi-conducteurs.

- Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 30 septembre avoir retenu l'offre de Warrior Met Coal Mining, LLC d'un montant de plus de 46 M\$, dans le cadre de la vente de baux charbonniers dans le comté de Tuscaloosa en Alabama pour exploiter 53 millions de tonnes de charbon métallurgique. Le DoI précise que cette vente s'inscrit dans la mise en œuvre des dispositions du One Big Beautiful Bill Act, qui a instauré des ventes régulières de baux charbonniers, réduit les taux de redevance et simplifié les procédures d'examen, dans le but de relancer la production énergétique américaine.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 30 septembre avoir sélectionné Oklo Inc., Terrestrial Energy Inc., TRISO-X LLC et Valar Atomics Inc. dans le cadre de son nouveau programme pilote visant à développer des filières de combustible nucléaire avancées. Le communiqué précise que ce programme contribuera à renforcer la sécurité nationale américaine, réduire la dépendance vis-à-vis des sources étrangères d'uranium enrichi, et soutenir le programme pilote de réacteurs du DoE, dont l'objectif est de permettre à au moins trois réacteurs d'atteindre la criticité d'ici le 4 juillet 2026.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 1^{er} octobre la restructuration du prêt octroyé en octobre 2024 par le Loan Programs Office (LPO) à Lithium Americas Corp (LAC) pour le développement de la mine et de l'usine de traitement de lithium de Thacker Pass, dans le Nevada. Dans le cadre des nouveaux termes de l'accord, le gouvernement américain obtiendra une participation de 5 % au capital de LAC, sous forme de bons de souscription d'actions (warrants). Il recevra également 5 % supplémentaires, toujours sous forme de warrants, cette fois-ci émis par la coentreprise entre LAC et General Motors, en charge du projet Thacker Pass. Ces participations serviront de garantie dans le cadre du prêt.
- Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 2 octobre la résiliation de 321 financements, représentant un montant d'environ 7,56 Mds \$. Ces aides avaient été attribuées à des projets dans les domaines des énergies propres, de l'efficacité énergétique, du déploiement du réseau électrique, des chaînes d'approvisionnement énergétiques, de la recherche avancée dans le domaine de l'énergie et des énergies fossiles.

Transport et infrastructure

4. Le secrétaire américain aux Transports annonce une règle d'urgence sur les permis de conduire commerciaux (CDL) pour les personnes « non domiciliées »

Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 26 septembre une mesure d'urgence visant à restreindre l'éligibilité aux permis d'apprenti conducteur commercial (CLP) et aux permis de conduire commerciaux (CDL) pour les personnes « non domiciliées » (Ce terme désigne les personnes qui n'ont pas leur résidence légale ou leur domicile permanent dans l'État où elles demandent le permis CLP ou CDL). Cette règle, qui entre en vigueur immédiatement, fait suite à un audit national en cours par la Federal Motor Carrier Safety Administration (FMCSA) et à une série récente d'accidents mortels causés par des conducteurs non domiciliés.

Selon le communiqué, l'audit a révélé une tendance des États à délivrer illégalement des permis à des conducteurs étrangers. Par ailleurs, même si le cadre réglementaire actuel est respecté, l'audit révèle que ce cadre réglementaire est faillible. La conjonction de ces deux facteurs a créé un danger imminent sur les routes américaines qui doit être corrigé selon le Département des Transports. Le communiqué précise que « les conclusions de la FMCSA s'ajoutent à au moins cinq accidents mortels survenus depuis janvier impliquant des titulaires de CDL non domiciliés, ce qui a incité le secrétaire Duffy à prendre des mesures urgentes pour lutter contre cette menace directe pour la sécurité nationale et le danger pour la sécurité publique ».

À l'avenir, les non-citoyens américains ne pourront plus obtenir de CDL s'ils ne remplissent pas un ensemble de règles beaucoup plus strictes, notamment l'obtention d'un visa de travail et la soumission à un contrôle obligatoire de leur statut d'immigration fédéral à l'aide du système SAVE.

Le communiqué précise que l'audit national mené par la FMCSA a révélé des cas de non-conformité systémique dans plusieurs États, les plus graves et les plus flagrants étant observés en Californie. En raison d'une surveillance insuffisante, d'une formation inadéquate et d'erreurs de programmation, l'agence a constaté qu'un grand nombre de CDL non domiciliés avaient été délivrés à des conducteurs qui n'étaient pas éligibles, ou des conducteurs dont le permis était valide bien après l'expiration de leur séjour légal aux États-Unis.

En plus de la règle d'urgence, le secrétaire Duffy a en conséquence également annoncé des mesures coercitives directes à l'encontre de la Californie. L'État doit ainsi immédiatement :

- Suspendre la délivrance de CDL non domiciliés.
- Identifier tous les CDL non domiciliés non expirés qui ne sont pas conformes à la réglementation de la FMCSA.
- Révoquer et réémettre tous les CDL non domiciliés non conformes, s'ils sont conformes aux nouvelles exigences fédérales.

La Californie dispose de 30 jours pour se mettre en conformité, faute de quoi la FMCSA retiendra les fonds fédéraux destinés aux autoroutes, soit près de 160 M\$ la première année, puis le double la deuxième année.

Le communiqué indique que le Colorado, la Pennsylvanie, le Dakota du Sud, le Texas et Washington ont également été identifiés comme des États dont les pratiques en matière de délivrance de permis ne sont pas conformes à la réglementation fédérale.

Brèves

- Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 30 septembre que l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) avait déployé la première phase d'un tout nouveau service NOTAM (Notice to Airmen) plusieurs mois avant la date prévue. Le service NOTAM, qui fournit des alertes de sécurité critiques concernant les changements dans l'espace aérien, a été créé en 1985. Il a connu de multiples pannes ces dernières années, notamment une panne nationale en 2023. Le communiqué indique que « cette étape importante du déploiement a été franchie dans les délais et le budget prévus après que le secrétaire Duffy ait accéléré les efforts de modernisation ». Le nouveau service de gestion des NOTAM ([NMS](#)) a commencé à fonctionner le 29 septembre. Ce déploiement initial établit le cadre du nouveau service, permettant ainsi de le tester et de le valider auprès des premiers utilisateurs. La transition complète est prévue pour la fin du printemps 2026.

Industrie

Brèves

- Le 2 octobre 2025, Tesla a [annoncé](#) une hausse de ses ventes de voitures électriques au troisième trimestre à hauteur de +7,4%, après deux trimestres de forte baisse sur le territoire américain (-13%). Cette hausse des ventes fait suite à un arrêt effectif le 30 septembre 2025 d'une mesure de crédit d'impôt de 7500\$ pour l'achat d'un véhicule électrique, décidé par le Président Trump dans un [Executive Order](#) du 20 janvier 2025. D'autres constructeurs ont également communiqué sur des performances trimestrielles en hausse, comme Ford (+8,2%) et General Motors (+7,7%).
- Le 30 septembre 2025, le géant du sportswear Nike a [déclaré](#), lors d'une conférence à ses investisseurs, que son bénéfice trimestriel avait baissé de 31%, pour atteindre 727 M\$, malgré une légère hausse de son chiffre d'affaires. Le groupe explique cette évolution par un impact plus important que prévu des droits de douane, qui génèreraient un surcoût évalué à hauteur de 1,5 Md\$ sur l'année fiscale en cours, contre une estimation de 1 Md\$ au trimestre précédent.

Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Trump souhaite négocier la reprise des importations de soja américain par la Chine lors de sa future rencontre avec le Président Xi.

Face à la situation économique de plus en plus préoccupante des agriculteurs américains et notamment des producteurs de soja, Donald Trump a [annoncé](#) le 1^{er} octobre qu'il « ne laisserait jamais tomber les agriculteurs », quitte à « utiliser une partie des recettes douanières pour les aider » et qu'il ferait figurer la question de la reprise des importations de soja américain par la Chine parmi ses principaux points de discussion avec le Président Xi lors de leur rencontre en marge du sommet de l'APEC.

Depuis mai 2025, la Chine a cessé de passer de nouveaux contrats d'achats de soja américain, et notamment sur la nouvelle récolte en cours. La Chine qui absorbe en moyenne plus de [50%](#) des

exportations de soja des États-Unis, a accru ses achats principalement auprès du Brésil et plus récemment auprès de l'Argentine. Cet embargo de fait sur le soja américain s'inscrit dans un recul plus large des exportations agricoles américaines vers la Chine, en baisse de 49% sur les sept premiers mois de 2025 par rapport à 2024. Le soja est, en valeur absolue, le produit le plus touché, avec une chute de 51% (2,6 Md\$). Par ailleurs, lors d'un récent colloque d'économistes tenu à la Réserve fédérale de Chicago le 30 septembre, la situation économique des producteurs de grandes cultures du Midwest a été jugée très préoccupante : baisse des prix et moindre rentabilité des exploitations.

Le 22 septembre, le Président Javier Milei a décidé de suspendre temporairement les taxes à l'exportation sur le soja et les céréales, rendant ces produits plus compétitifs. Cette décision est intervenue deux jours avant l'annonce officielle d'un plan de soutien américain de 20Md\$ destiné à l'économie argentine et beaucoup d'observateurs agricoles et d'élus américains ont fait un lien entre ces deux mesures.

La suspension des taxes à l'exportation devait durer jusqu'au 31 octobre 2025 ou jusqu'à l'atteinte d'un volume de ventes de 7Md\$. L'agence argentine de collecte de l'impôt a annoncé que ce plafond avait été atteint en moins de trois jours et les taxes ont été rétablies le 25 septembre. Sur l'ensemble des ventes réalisées, les autorités argentines ont indiqué la vente de 4,7 Mt de tourteaux de soja et de 2,7 MT de fèves de soja, dont la moitié de ces fèves de soja a été acquise par la Chine.

La suspension des taxes à l'exportation des produits agricoles argentins a été considérée comme une conséquence du plan de soutien de 20 Md\$ et a été dénoncée comme telle par les producteurs de soja ([ASA](#)) et par plusieurs responsables politiques. Le sénateur Chuck Grassley (R-Iowa) a exprimé son mécontentement dans un [post](#) du 25 septembre et un groupe de douze sénateurs démocrates ont adressé un [courrier](#) le 30 septembre au Président Trump l'invitant à abandonner le plan de soutien à l'Argentine.

La situation actuelle rappelle celle de 2018, lorsque la Chine avait déjà réduit drastiquement ses achats de produits agricoles américains et notamment de soja, ce qui avait conduit l'administration Trump à mettre en place un plan de soutien direct de 28Md\$.

Brèves

- S'agissant des crédits gérés par l'USDA, le shutdown qui a débuté le 1^{er} octobre impactera d'abord les principaux programmes d'aide à la nutrition. Le Women, Infants and

Children ([WIC](#)), qui soutient environ 7 millions de femmes et d'enfants, ne dispose que de quelques jours de financement avant d'être interrompu. À moyen terme, le Supplemental Nutrition Assistance Program ([SNAP](#)), qui soutient plus de 40 millions d'Américains, ne peut être maintenu qu'une trentaine de jours sans nouveaux crédits.

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le 1^{er} octobre 2025, premier jour de l'entrée en vigueur du *shutdown*, l'USPTO [a lancé](#) un plan de réduction de ses effectifs. Les licenciements concerneraient l'équipe des communications, le bureau de l'engagement public et le bureau des brevets. Environ 1% des effectifs de l'USPTO de 14 000 employés environ est concerné. L'objectif pour l'USPTO est de concentrer les ressources sur les « opérations critiques ». L'USPTO restera ouvert et pleinement opérationnel jusqu'à nouvel ordre au titre des réserves d'exploitation provenant des redevances perçues l'année précédente.

Numérique et innovation

6. D. Trump signe un décret annonçant la conclusion d'un accord pour la cession de TikTok U.S. par ByteDance

Le 26 septembre, Donald Trump a signé un [décret présidentiel](#) officialisant un accord-cadre prévoyant la cession par ByteDance de ses activités aux États-Unis et la création d'une filiale distincte, « TikTok US ».

Cette décision fait suite à l'adoption, en avril 2024, de la loi Protecting Americans from Foreign Adversary Controlled Applications Act ([PAFCAA](#)), votée avec un large soutien bipartisan. Cette loi donne au président américain le pouvoir d'interdire toute application contrôlée par un « adversaire étranger » (Chine, Russie, Iran, Corée du Nord) s'il estime qu'elle constitue une « menace pour la sécurité nationale ». Elle conditionne ainsi le maintien de TikTok aux États-Unis à deux exigences : l'absence d'une participation de sa maison mère, ByteDance, à plus de 20 % de son capital, forçant donc sa cession, mais aussi à la cessation de toute « relation

opérationnelle » par celle-ci sur l'application, en matière de contrôle de l'algorithme et d'accès aux données des utilisateurs américains. Bien que la loi prévoyait initialement une cession ou une interdiction d'opérer de l'application dès le 19 janvier 2025, Donald Trump avait initialement repoussé son application à quatre reprises par décret pour éviter sa disparition du marché américain dans l'attente d'un repreneur qui remplirait ses conditions et bénéficierait de l'accord de ByteDance.

Le décret du 26 septembre, accompagné d'une [fact sheet](#) détaillant ses modalités d'application, précise que TikTok US devra désormais opérer comme une filiale au capital « détenu en majorité par des investisseurs américains ». La maison mère ByteDance pourrait conserver une participation minoritaire plafonnée à 20 % ainsi qu'un siège au sein d'un conseil exécutif de sept membres mais serait exclue de son conseil de sécurité. Le contrôle et la politique de modération de l'algorithme de TikTok US devrait, lui, relever exclusivement des dirigeants de la filiale américaine. Selon les termes communiqués, celui-ci sera « réentraîné » et fera l'objet d'une « surveillance étroite » par des « partenaires de confiance en matière de sécurité ». Le décret prolonge enfin de 120 jours, à compter de sa signature, le délai d'application de la loi PAFCAA afin de permettre la finalisation de l'accord qui permettrait la création de TikTok US.

7. La Californie adopte une loi imposant des obligations de transparence aux développeurs de modèles d'IA les plus puissants

Le 29 septembre, le gouverneur de la Californie Gavin Newsom a [promulgué](#) le Transparency in Frontier Artificial Intelligence Act ([SB 53](#)), introduisant des obligations de transparence sur les mesures de sécurité mises en place par les fournisseurs de modèles d'IA les plus avancés.

Le texte s'applique aux « modèles de frontière », définis comme ceux entraînés sur une puissance de calcul supérieure à 10^{26} FLOPs, et concerne en particulier les entreprises ayant généré plus de 500 millions de dollars de revenus lors de l'année précédente. La loi impose notamment à celles-ci la publication annuelle, publique et accessible, des dispositifs mis en place pour évaluer et atténuer les risques liés aux modèles, ainsi que la publication d'un « rapport de transparence » détaillant des informations générales sur ce modèle, telles que le type de données d'entraînement et un résumé des évaluations de risques graves, avant sa mise sur le marché. La législation prévoit également une obligation de signalement des incidents majeurs, incluant les cyberattaques, les risques posés par les modèles en matière chimique, biologique, radiologique et

nucléaire (CBRN), ou encore la perte de contrôle par le fournisseur sur son modèle d'IA. Elle introduit enfin un cadre de protection pour les lanceurs d'alerte. Le non-respect des dispositions, qui entreront en vigueur en janvier 2026, expose les entreprises à des sanctions financières pouvant atteindre un million de dollars par infraction.

La promulgation de cette loi a suscité des [réactions contrastées](#) au sein du secteur technologique. Les principaux développeurs de modèles d'IA, tels que Meta, OpenAI et Anthropic, ont salué le texte, le jugeant équilibré. En revanche, certaines fédérations professionnelles, comme l'American Chamber of Progress, ainsi que des acteurs du capital-risque, à l'instar d'Andreessen Horowitz, investisseur dans de nombreuses startups d'IA, ont critiqué le cadre, estimant qu'il pourrait freiner l'émergence de nouveaux acteurs et ralentir l'innovation dans le secteur.

Brèves

- Le 25 septembre, le juge en charge du contentieux opposant Anthropic à un groupe d'auteurs, dans le cadre duquel la start-up était accusée d'avoir entraîné ses modèles d'IA sur un grand nombre d'ouvrages acquis de manière illégale (voir brève du 23 juin), a [approuvé](#) la proposition de règlement mise en avant par Anthropic qui s'engage à verser 1,5 milliard de dollars d'intérêts aux auteurs concernés, soit environ 3000 \$ par ouvrage utilisé.
- Le 29 septembre, Anthropic a [annoncé](#) le lancement d'un nouveau modèle d'IA dédié au codage, présenté par l'entreprise comme le meilleur modèle du monde dans ce secteur.
- Le 29 septembre, l'éditeur de jeux vidéo Electronic Arts (EA) a [annoncé](#) un accord avec un consortium d'investisseurs composé du fonds souverain saoudien, de Silver Lake et d'Affinity Partners (dirigée par Jared Kushner, gendre de Donald Trump). Cet accord prévoit le rachat de la totalité de sa capitalisation pour 50 milliards de dollars et sa transformation en société privée.
- Le 1^{er} octobre, la société Meta a [annoncé](#) qu'elle allait commencer à personnaliser la recommandation de contenus et le ciblage de publicité sur la base du contenu partagé dans le cadre de ses interactions avec les outils d'IA générative de ses plateformes Facebook, Instagram et WhatsApp.
- OpenAI a fait une série d'annonces au cours de la semaine passée, dont notamment :
 - L'introduction de nouvelles fonctionnalités, incluant :

- Des [outils de travail collaboratifs](#) destinés aux utilisateurs détenteurs d'un abonnement professionnel.
 - Une [fonctionnalité](#) permettant à tous ses utilisateurs de réaliser des achats directement à travers son agent conversationnel, via des partenariats annoncés avec les places de marché en ligne Etsy et Shopify.
 - Des [contrôles parentaux](#) permettant de personnaliser l'expérience d'utilisation des comptes pour mineurs et mettant en place un système d'alerte en cas de détection d'un risque de danger pour un mineur.
- Le lancement, le 29 septembre, de l'application [Sora](#), basée sur la nouvelle technologie de génération de vidéo d'OpenAI Sora 2, qui est un réseau social permettant aux utilisateurs de générer et de partager des vidéos générées par IA.
- Le 2 octobre, la presse a [rapporté](#) la levée par OpenAI de 6,6 milliards de dollars dans le cadre d'une vente planifiée d'actions par des salariés actuels et anciens de l'entreprise, établissant la valorisation totale de l'entreprise à 500 milliards de dollars.

Santé

8. Pfizer conclut un premier accord de « prix MFN » avec la Maison Blanche

Le 30 septembre, le Président Donald Trump et le Directeur général de Pfizer, Albert Bourla, ont [annoncé](#) la conclusion d'un accord par lequel le géant pharmaceutique américain s'engageait à prendre les mesures suivantes, résumées dans une fiche technique [publiée](#) par la Maison Blanche:

- (i) permettre l'accès des bénéficiaires de Medicaid aux traitements actuellement mis sur le marché par Pfizer à un prix dit « de la nation la plus favorisée » (ou « prix MFN », présenté comme équivalent au prix le plus bas pratiqué dans d'autres pays développés) ;
- (ii) garantir l'application d'un « prix MFN » aux nouveaux traitements lancés à l'avenir ;

(iii) transférer aux Etats-Unis les éventuels revenus additionnels générés à l'étranger par Pfizer et attribués aux actions de l'administration américaine ;

(iv) mettre en place des rabais importants sur ses traitements dans le cadre de programmes d'achats directs par les patients (« direct-to-consumer »).

Ce premier accord reprend ainsi plusieurs demandes que le Président Trump avait adressées à une quinzaine des plus grandes entreprises pharmaceutiques américaines et étrangères dans une série de lettres officielles fin juillet.

Dans un communiqué séparé, Pfizer a [indiqué](#) répondre aux « quatre requêtes du Président », et apporté quelques précisions sur certains volets des mesures. En particulier, l'entreprise a déclaré que la majorité des traitements de soins primaires de Pfizer et certaines marques spécialisées seront proposées avec des réductions pouvant atteindre 85 %, pour une moyenne d'environ 50 %.

S'agissant de la vente directe, Pfizer a indiqué qu'elle participerait à une nouvelle plateforme mise en place par l'administration, « TrumpRx », proposant des médicaments à prix cassés.

Le groupe a aussi annoncé un plan d'investissement de 70 Md\$ aux États-Unis, après 83 Md\$ investis entre 2018 et 2024.

Par ailleurs, selon des déclarations d'Albert Bourla, l'entreprise [bénéficierait](#) d'une exemption de trois ans sur d'éventuels droits de douane additionnels visant les produits pharmaceutiques.

L'administration a [indiqué](#) mener des négociations similaires avec d'autres grands laboratoires et souhaiter finaliser un nombre suffisant d'accords avant de publier les résultats de son enquête 232 (pour motif de sécurité nationale et pouvant donner lieu à des droits de douane) sur les produits pharmaceutiques.

Brèves

- Le 25 septembre, la Food and Drug Administration (FDA), agence fédérale chargée de l'encadrement des produits de santé, a [publié](#) son plan de contingence en cas de *shutdown* budgétaire, qui a finalement commencé le 30 septembre à minuit. Dans ce plan de contingence, la FDA a notamment indiqué qu'elle s'attendait à ce que 86% de ses travailleurs puissent continuer à exercer leurs fonctions, en particulier l'examen des demandes de mise sur le marché déjà déposées par l'industrie. En revanche, elle ne serait pas en mesure de traiter de nouvelles candidatures. Par ailleurs, elle ne pourrait pas poursuivre de nombreuses activités réglementaires ne traitant pas de « menaces imminentes à la vie humaine ». A

l'échelle de l'ensemble du Département de la Santé et des Services Sociaux (HHS), dont dépend la FDA, 32 460 travailleurs, soit environ 41% du Département, [devaient](#) temporairement cesser leurs activités selon le plan de contingence de HHS.

- Le 30 septembre, l'entreprise de biotechnologies américaine Vaxcyte, spécialisée dans le développement de vaccins, a [conclu](#) un accord avec le géant des technologies scientifiques américain Thermo Fisher Scientific, pour l'utilisation de ses capacités de production de vaccins. Le montant de la transaction pourrait atteindre 1 Md\$ selon le communiqué de Vaxcyte.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)